

La crise syrienne et l'islamisme sunnite au Liban

La guerre en Syrie offre aux leaders sunnites les plus radicaux une plateforme pour accroître leur visibilité. Et cela avec l'appui de Futur qui prétend ainsi déstabiliser le gouvernement.

Amaia Goenaga

Après 30 ans d'occupation du pays, l'assassinat de Rafik Hariri en 2005 précipita le retrait des troupes syriennes du Liban. Cependant, le facteur syrien reste toujours un élément déterminant dans la lutte pour le contrôle du pouvoir politique que maintiennent le bloc du 8 Mars, protégé par le régime de Bachar al Assad et avec le Hezbollah en tête, et le bloc du 14 Mars, dirigé par la famille Hariri et ouvertement opposé au régime. Tandis qu'en 2011 le pays a pu contenir les possibles dérives de la crise avec un succès relatif, en 2012 elles se sont fait ressentir sur plusieurs fronts ; du domaine économique au domaine politique, en passant, bien sûr, par la question sécuritaire.

Au niveau communautaire, la crise présente une incidence particulière sur la sunna. En lignes générales, la communauté sunnite du Liban se sent particulièrement concernée par ce qui arrive dans le pays voisin, et ceci présente des conséquences. La plus frappante est que, à la chaleur du conflit, une série de groupes islamistes, et, spécialement, certains leaders salafistes, ont gagné une importance inusitée face à la communauté et, par extension, dans la sphère publique nationale. Depuis que la révolte a éclaté, ces leaders se sont posés en défenseurs de la cause rebelle en Syrie, en aidant les révoltés sur plusieurs fronts. Selon ce que l'on en croit, certains d'entre eux collaborent étroitement avec l'insurrection, en envoyant des armes, des moudjahidines et des biens en tout genre ; en prêtant leur aide aux réfugiés syriens, etc. Mais, de plus, leur présence est constante dans les médias grâce aux nombreux actes publics qu'ils organisent et à leur discours incendiaire, où les critiques au régime de Bachar s'accompagnent d'attaques contre l'Iran et, surtout, contre l'organisation chiite du Hezbollah. Dans ce contexte, des leaders comme le Cheikh Ahmad el Assir de Sidon sont devenus de véritables vedettes médiatiques. Ils font couler des rivières d'encre dans la presse locale, et leurs sermons du vendredi attirent des centaines d'adeptes (des milliers selon certains médias). À Tripoli, cœur de l'islamisme/salafisme libanais, ces groupes ont complètement mobilisé la ville autour du conflit syrien et dans les zones

frontalières du Nord, les plus touchées par le conflit, ils gagnent des adeptes à tout moment. Le plus inquiétant c'est que certains d'entre eux ont leurs propres groupes armés, et ils se trouvent derrière bon nombre d'épisodes violents qui se sont succédés au Liban en 2012, particulièrement récurrents et virulents à Tripoli et ses alentours.

Ainsi, ce phénomène commence à éveiller beaucoup de craintes dans une société multiconfessionnelle telle que la libanaise et cela pose beaucoup d'interrogations parmi l'opinion publique. Quelle est la portée réelle de ce phénomène ? Est-ce seulement une dérive conjoncturelle de la crise syrienne ou sommes-nous en train d'assister à la consolidation politique de l'islamisme sunnite le plus radical ? Ces leaders peuvent-ils devenir une alternative réelle aux élites sunnites traditionnelles ?

L'islamisme sunnite au Liban

En réalité, la crise syrienne est en train de servir à consolider et rendre plus visibles des dynamiques en gestation depuis plusieurs années. Nous devons nous remonter à 2005, et analyser l'évolution sociopolitique interne du Liban, pour mieux comprendre ce phénomène. Le germe de l'islamisme sunnite fut semé au Liban dans les années quarante. Cependant il s'est agi d'un mouvement résiduel jusqu'à la fin des années soixante. À cette époque-là, à la chaleur des guerres arabo-israéliennes et des profonds changements sociopolitiques dont pâtit le pays, l'islamisme commença à élargir sa base sociale.

Actuellement, le monde islamiste sunnite est composé de deux grandes organisations : la Jama Islamiya et la Jamiyat al Machari al Khayriya al Islamiya plus connue sous le nom d'Al Ahbach, pleinement intégrées dans le système multiconfessionnel du pays, et qui ont même réussi à avoir une représentation parlementaire. À leur côté, l'on retrouve d'autres organisations minoritaires toujours ancrées sur des postulats maximalistes de l'islam politique le plus classique, telles Harakat al Tawhid al Islami ou la branche libanaise du Hizb ut Tahrir. D'un autre côté, il existe aussi au Liban une nébuleuse plus ou moins

Amaia Goenaga Sánchez, candidate au Doctorat du Département d'Études Arabes et Islamiques de l'Université Autonome de Madrid. Chercheuse invitée au Carnegie Middle East Center de Beyrouth.



Des partisans du Hezbollah écoutent Hassan Nasrallah en TV. Beyrouth, 17 août 2012. / ANWAR AMOR HCE/AFP/GETTY IMAGES

déstructurée de groupes et leaders salafistes aux caractéristiques très dissemblables. Le salafisme s'est installé à Tripoli dans les années quarante de la main du cheikh Salem el Chahal. Depuis lors, ce courant rigoriste a évolué et s'est répandu à travers tout le pays en plusieurs vagues.

La plupart de ces groupes se consacrent uniquement à la charité et au prosélytisme, et seulement quelques uns d'entre eux se déclarent jihadistes par principe. À mi-chemin, se trouve le salafisme politique, une branche du salafisme qui, en plus de se consacrer à l'enseignement et la charité, s'implique, ou du moins prend position, sur des sujets politiques (ils admettent le recours à la jihad dans des cas concrets). Malgré la popularité du cheikh Assir, du fait de sa trajectoire, le cheikh salafiste le plus important du pays est probablement Dai al Islam Chalal, fils du cheikh Salem el Chalal. Il s'agit de l'un des pionniers du salafisme politique au Liban. En 2006, le gouvernement de Fouad Siniora a légalisé son association, Association et Institut pour le Conseil Islamique et la Charité et, depuis lors, sa visibilité n'a fait qu'augmenter. Ces dernières années, son discours politique s'est centré sur la diabolisation du Hezbollah et la défense de l'orgueil blessé de la communauté sunnite ; discours qu'ont aussi adopté d'autres leaders de semblable idéologie.

L'épicentre de tous ces mouvements se trouve à Tripoli, où se concentre le plus grand nombre de leaders et d'associations islamistes/salafistes du pays. Ils sont aussi présents au Akkar, à Diniyeh, dans les camps palestiniens, dans certains villages de la Bekaa, dans des quartiers périphériques de Sidon et, en moindre mesure, à Beyrouth. Cependant, le poids social et politique des groupes islamistes, et encore plus des salafistes, a toujours été faible à l'échelle nationale ; du fait de la culture politique propre de ce groupe confessionnel et parce que pendant les années de l'occupation syrienne le régime a maintenu un contrôle d'une main de fer sur eux. Beaucoup ont souffert de tortures, la prison, ce qui explique, en partie, l'animadversion d'une grande partie de ces secteurs vis-à-vis du régime alaouite. À partir de 2005, cependant, le retrait de la Syrie et une série de changements importants au sein de la communauté ont fait que ces groupes commencent à acquérir une présence croissante dans la sphère publique.

Historiquement, les loyautés politiques de la communauté sunnite se structurent autour de la figure du *zaim*, un leader laïc, en gros, qui pourvoit services et protection en échange d'appui politique. Les leaders religieux traditionnels n'ont pas coutume de participer directement en

politique. Depuis la moitié des années quatre-vingt-dix, et jusqu'à sa mort en 2005, le plus grand référent de la communauté fut Rafik Hariri. Son assassinat supposa un véritable traumatisme. Pour des raisons historiques et sociopolitiques, les sunnites ont toujours eu une conscience communautaire peu développée. Ils manquaient de ce sentiment de minorité menacée si répandu parmi d'autres groupes confessionnels. Cependant, l'assassinat de leur plus important leader généra un fort sentiment d'offense parmi une grande partie de la communauté.

Depuis lors, leur frustration n'a fait que croître. Ces dernières années, le lent essor du Hezbollah a limité la capacité de manœuvre des institutions de Futur, le parti politique dirigé par la famille Hariri, jusqu'au point d'avoir forcé la démission de Saad Hariri (fils de Rafic) en tant que premier ministre en janvier 2011. De plus, au cours de cette période, plusieurs épisodes de tensions intercommunautaires (sunnite-chiïte) se sont produits, où les factions chiïtes se sont montrées clairement supérieures. Les événements les plus graves se produisirent le 7 mai 2008, lorsque le Hezbollah et Amal prirent plusieurs quartiers sunnites de Beyrouth, en réponse à l'attaque du gouvernement de Siniora (Futur) contre l'appareil de sécurité du Hezbollah à l'aéroport de Beyrouth. Les jours suivants, les affrontements se propagèrent dans d'autres zones du pays, jusqu'à Tripoli. La supériorité militaire et d'organisation montrée par le Hezbollah supposa une nouvelle humiliation. C'est dans ce contexte que l'islamisme radical commence à se faire plus visible. Ils gagnent en prédication en s'érigeant en défenseurs de la dignité de la sunna et en canalisant la frustration des secteurs de la communauté plus sensibles à ces sujets.

D'un autre côté, ces groupes ont reçu un appui, financier surtout, des pays du Golfe et, bien sûr, de Futur. Déjà vers la fin des années quatre-vingt-dix, Rafic Hariri s'était rapproché des islamistes plus modérés de Jama Islamiya, dans un but électoraliste. Après sa mort, ses héritiers ont voulu continuer cette stratégie, mais face au refus de Jamaa de participer aux élections législatives de 2005, ils ont cherché l'appui de secteurs plus radicaux, les salafistes inclus, qui leur ont assuré les résultats dans plusieurs circonscriptions du Nord. Au fur et à mesure que Futur a perdu sa capacité de manœuvre face au 8 Mars, l'entourage de Hariri a aussi exploité le potentiel mobilisateur de ces groupes pour faire face au Hezbollah dans la rue, ou pour faire des démonstrations publiques d'auto-affirmation communautaire. Depuis les événements de 2008, les fonds pour ces groupes se sont accrus et il semble évident qu'un réarmement s'est produit avec l'aide de Futur, bien que le parti l'ait toujours nié.

Maintenant, la crise syrienne offre à ces leaders une magnifique plateforme pour accroître leur visibilité et mettre en marche des stratégies d'action plus radicales, ce que la délicate situation sécuritaire de Tripoli et ses alentours met en relief. Et tout cela avec l'ap-

pui de Futur qui est en train de fomenter ces stratégies pour déstabiliser le gouvernement.

Une alternative réelle aux élites sunnites traditionnelles ?

Ainsi donc, nous ne nous trouvons pas face à un phénomène conjoncturel. Ces groupes sont en train d'accroître leur base sociale et leur capacité d'influence depuis des années. Ils sont même en train de gagner un peu de terrain à Hariri, puisqu'il y a beaucoup de gens désenchantés avec le rôle politique de Saad. De ce fait, on ne peut écarter la possibilité qu'ils puissent réussir à obtenir quelques députés dans des zones concrètes lors des prochaines élections législatives prévues pour 2013. Cependant, il est évidemment exagéré de penser que ces groupes puissent présenter une alternative aux élites sunnites traditionnelles à court terme. Nous parlons presque de groupuscules non intégrés, il ne s'agit pas d'un acteur unique, mais de leaders individuels qui gèrent des associations ou des fondations, avec un niveau d'organisation très basique, et les relations entre les différents groupes sont, souvent, conflictuelles. Pour le moment, ils n'ont pas de structures capables de se présenter comme une alternative viable dans un contexte tel que le libanais, où les organisations politiques fonctionnent comme des institutions embrassant plus de domaine que celui strictement politique et dont le fonctionnement requiert une série d'instruments dont ces groupes ne jouissent pas.

Dans l'islamisme sunnite, la seule association présentant une structure d'organisation suffisamment développée pour être un acteur politique d'une certaine entité est Jama, la branche libanaise des Frères musulmans. De ce fait, après plusieurs années de déclin, l'organisation s'est vue renforcée par la crise syrienne et l'essor de la confrérie dans toute la région. Mais Jama, contrairement aux autres, est un groupe complètement intégré dans le système libanais, respectueux de la diversité confessionnelle du pays. De plus, nous avons vu que ces secteurs sont pour le moment très dépendants de Futur et de l'Arabie saoudite, dont Hariri est toujours l'homme au Liban. Ainsi, même si certains de ces leaders peuvent avoir des ambitions politiques à court terme, cela se ferait, très probablement, de la main de Futur.

Quoi qu'il en soit, il faudra prêter une grande attention à l'évolution des événements en Syrie. Ces groupes se verront renforcés par la chute du régime et leur position réelle dans la scène libanaise changera, pour sûr, en fonction de comment se passeront les choses dans le pays voisin. De plus, il est indéniable qu'ils présentent un important potentiel déstabilisateur pour le Liban, ils sont armés, idéologisés et très motivés par l'évolution régionale. Dans ce sens, il sera essentiel de voir à quel point Futur contrôle ces groupes. Pourra-t-il continuer à les utiliser à des fins politiques sans qu'ils ne lui échappent ? Le temps dira. ■